

né dans le diocèse de Saint-Brieuc grâce à l'engagement d'un prêtre, l'abbé Vallée, gagnant ensuite la Bretagne puis l'ensemble de la France. Et ensuite, dans le monde maritime, l'action du Père Lebreton et du Mouvement de Saint-Malo, qui permettra à la J.M.C., née dans le diocèse de Rennes, de prendre son envol.

Cet ouvrage ne se lit pas d'une seule traite, car il exige de l'attention et aussi des pauses pour la réflexion. L'auteur nous y aide d'ailleurs par l'exposé clair et concis de son propos au début de l'étude de chaque thème et, dans ses conclusions, par un résumé de l'essentiel du parcours historique du chapitre. Il ne manque pas non plus de poser des questions judicieuses et de ménager des ouvertures vers des recherches plus approfondies. Il met en valeur surtout, chaque fois que cela se présente, les singularités et originalités de la province, qui était une des plus typées de France.

En y regardant de très près, on peut relever quelques imperfections de détail inévitables, très rares d'ailleurs pour un ouvrage si rempli de faits concrets. Elles sont très secondaires et absolument sans conséquences pour la valeur du travail. L'auteur a dû manier des citations en langue bretonne. Je n'y ai relevé qu'une seule petite faute, dans « *bara gwin* » qu'il traduit par « pain blanc ». L'auteur n'est pas bas-breton. Mais ne serait-il pas digne de l'être, lorsqu'on voit avec quelle aisance et quelle sûreté il navigue dans la houle et au milieu des écueils de la « *res britannica* ? » Je ne sais si un haut Breton peut recevoir ceci comme un compliment, mais venant de la part d'un bas Breton, c'en est un certainement.

Jean-Louis LE FLOCH

Gilbert NICOLAS. *Instituteurs entre politique et religion : la première génération de normaliens en Bretagne au XIX^e siècle*. Rennes, éd. Apogée, 1993, 207 p.

Cet ouvrage reprend pour partie la thèse que Gilbert Nicolas a soutenue en janvier 1992. L'objet de cet ouvrage est d'étudier l'émergence de la toute première génération de normaliens en Bretagne, c'est-à-dire les premiers instituteurs laïques, bien avant les lois républicaines de Jules Ferry. Ces écoles normales (celle de Rennes est créée en 1831) « témoignent de la volonté politique de créer une nouvelle génération de maîtres laïques, modelés par l'État, mais immergés dans la société et chargés (...) de sa direction morale et intellectuelle » (p. 8).

Après quelques années, l'E.N. de Rennes devient la seule de la Bretagne historique et c'est là une première originalité. A travers cet ouvrage, on suit pas à pas le parcours de quelques 1100 élèves-maîtres : leur recrutement, leurs études, leur formation, leur carrière, les relations avec l'Église.

Le recrutement sociologique de ces élèves-maîtres montre un décalage entre le recrutement principalement citadin de ces futurs instituteurs et leur carrière à venir qui pour la plupart ne pouvait que se dérouler en milieu rural, en fait en « terre de mission ». La Bretagne l'était pour ces instituteurs laïques à un double titre : en raison de son très grand retard scolaire et en raison de la concurrence des Frères de l'Instruction chrétienne de Jean-Marie de Lamennais. Cette concurrence doit être envisagée d'un double point de vue : l'effet sur la scolarisation en Bretagne et les relations avec l'Église. A partir du milieu du siècle, les normaliens considèrent la concurrence scolaire comme négative mais encore faut-il distinguer entre les villes et les campagnes. Dans les communes rurales où la population scolarisable est peu extensible, une seconde école enlève des élèves et peut conduire à la disparition de l'école laïque ; dans les villes, où le potentiel est plus important, le problème de l'effectif ne se pose pas et la concurrence y apparaît même presque positive. Quant aux relations avec l'Église, elles sont ambivalentes : à l'époque un instituteur laïque a reçu un enseignement religieux à l'E.N. et en transmet les rudiments à ses élèves (prières à l'école, par exemple), mais l'existence des congrégations et d'écoles concurrentes rendent difficile la situation de ces instituteurs laïques qui représentent l'État quel que soit celui-ci, ce qui peut être un handicap supplémentaire (et cette première génération connaît au moins trois régimes successifs). De plus, ils ne sont pas toujours bien acceptés par les curés de paroisse, voire par la hiérarchie.

Ces premiers instituteurs laïques reçoivent à l'E.N. un enseignement strict dans un cadre disciplinaire qui évoque un véritable « noviciat laïque » (p. 101), tandis qu'un certain nombre de règles d'hygiène corporelle et alimentaire leur sont inculquées. Ce qui frappe l'auteur, c'est le nombre relativement élevé de décès par maladie d'élèves-maîtres (un par an en moyenne) mais, rapporté à la situation épidémiologique de la population, ils apparaissent comme relativement protégés (cf. l'épidémie de choléra de 1832).

Autre particularité, ces élèves-maîtres à leur entrée à l'E.N. avaient conclu un engagement décennal envers l'État mais certains ont un réel problème d'adaptation à leur nouvelle vie et à leur condition sociale. Citadins, ils ont des difficultés à vivre dans de petites communes rurales ; de milieu relativement aisé au début, ils doivent en fait être l'élite du peuple par leur savoir et leur morale, mais avoir l'humilité de leur condition matérielle. Cette double exigence a entretenu tout au long de la

période étudiée un flux constant d'abandons avant la fin des dix ans, abandons deux fois à deux fois et demie supérieur à ceux des départements de l'est de la France.

Au total un apport neuf sur le monde méconnu des instituteurs laïques de cette première moitié du XIX^e siècle. Un ouvrage riche en connotations sur la vie quotidienne, sur les tracasseries subies dans leurs postes, sur l'affirmation progressive de leur dignité d'instituteurs laïques, bien avant les « hussards noirs » de la III^e République.

Jacqueline SAINCLIVIER

Marie-Thérèse CLOITRE-QUÉRÉ. *Brest et la mer 1848-1874*. Brest, Centre de recherche bretonne et celtique, 1992, In-8°, 336 p., 4 cartes et plans.

L'historiographie de Brest s'est accrue, depuis quelques années, de plusieurs ouvrages de qualité. Aux travaux de Georges-Michel Thomas et de Jean Foucher, d'Yves Le Gallo, d'Annie et Philippe Henwood, d'Edmond Monange, d'André Lévy, d'Alain Boulaire, vient de s'ajouter la publication toute récente de la thèse de Marie-Thérèse Cloître, sur le Brest du Second Empire.

Aujourd'hui maître de conférences à l'université de Bretagne occidentale, l'auteur avait soutenu en 1974, à l'université de Paris IV-Sorbonne, une thèse de doctorat de troisième cycle, sous la direction de Louis Girard, sur Brest et la mer dans la période 1848-1874. Pour diverses raisons, la thèse resta malheureusement manuscrite pendant dix-huit ans. Il a fallu attendre, semble-t-il, le déclic provoqué par le grand rassemblement de bateaux traditionnels de « Brest 1992 » pour que ressorte des cartons ce travail longtemps attendu, mais dont on avait cependant la substantifique moëlle depuis 1976, dans l'*Histoire de Brest* publiée chez Privat sous la direction d'Yves Le Gallo.

Brest et la mer : cela va de soi. Le lien entre la ville et la marine est vital. Mais pas seulement la marine de guerre : sous le Second Empire, des Brestois imaginèrent d'ajouter aux activités de la « Royale » des activités commerciales, avec la volonté de faire aussi de leur port le grand port de la côte atlantique, la « Marseille de l'Océan ». Les limites chronologiques retenues dépassent en fait celles du Second Empire. Le *terminus a quo* de cette histoire n'est pas spécifiquement brestois : les soixante premières pages sont en réalité un tableau de Brest à la fin de la monarchie de Juillet,